

Burundi : le gouvernement est l'élément moteur de la crise

@rib News, 19/04/2016 – Source AFP Le gouvernement burundais est l'élément moteur, pas la victime de la crise actuelle qui dure depuis un an, a estimé mardi à Bujumbura l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs, Thomas Perriello. Le gouvernement du Burundi est l'élément moteur, pas la victime de la crise actuelle, que ce soit sur le plan politique ou économique, a déclaré M. Perriello lors d'une conférence de presse à Bujumbura, accusant le pouvoir de double-langage. [Photo : Conseil des Ministres burundais du 13 avril 2016.]

Nous avons eu des engagements concrets du président lui-même il y a quelques semaines, sur la libération de prisonniers politiques; nous n'avons rien vu. Nous avons eu l'engagement du président lui-même sur (le déploiement de) 200 observateurs de l'Union africaine mais la question continue d'être esquivée, a dit l'envoyé spécial des Etats-Unis, visiblement agacé. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaille de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat avant d'être élu en juillet. Selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp, il a ce faisant violé la constitution ainsi que l'accord d'Arusha qui mit fin à la guerre civile entre 1993 et 2006 (300.000 morts). Selon un responsable onusien en poste à Bujumbura, les violences ont déjà fait plus de 500 morts depuis le début de la crise et le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays. L'ONU a également répertorié au moins 345 cas de torture et mauvais traitements depuis le début de l'année. Nous sommes à un moment où le gouvernement se dit déterminé à faire en sorte que les Burundais puissent rentrer en toute sécurité dans leur pays alors que dans le même temps, des cas systématiques de torture et d'exécutions extra-judiciaires sont répertoriés, a poursuivi M. Perriello. C'est le genre de double-langage qui ne crée pas la confiance dans le gouvernement, pas plus que pour la suite des événements, a ajouté le responsable américain. Ce dernier a aussi insisté sur la situation économique très dégradée du pays en raison de la crise, estimant que le gouvernement avait pris récemment des mesures, notamment dans le secteur bancaire, susceptibles de favoriser la fuite des capitaux vers l'étranger et d'aggraver la situation. Le gouvernement fait tout pour faire en sorte qu'il nous soit impossible, ainsi que pour nos partenaires, de continuer à aider le peuple burundais et l'économie burundaise, a jugé M. Perriello. L'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région se trouvait mardi au Burundi après une tournée qui l'a menée en France, en Suisse, en Belgique et en République démocratique du Congo. M. Perriello doit rencontrer dans les prochains jours l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, récemment désigné médiateur pour la crise burundaise par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est. Il a apporté son soutien à M. Mkapa dans ses efforts de sortie de crise, notamment la mise en place d'un dialogue entre Bujumbura et son opposition actuellement en exil.